Inégalités territoriales et trajectoires scolaires de jeunes des quartiers populaires

Par Fabien Truong

Dans l'enquête ethnographique qu'il a menée de 2005 à 2015 auprès d'anciens élèves, du bac jusqu'à la fin de leurs études, le sociologue Fabien Truong offre un éclairage sur les inégalités territoriales à partir du rapport contradictoire qu'entretiennent les jeunes de banlieues populaires à la fréquentation des institutions scolaires et universitaires, entre incorporations de dispositions qui, en dépit des discours sur la supposée baisse de l'importance du diplôme, influeront sur leurs parcours professionnels, et expériences sociales conflictuelles dans les diverses modalités d'ajustement à des espaces scolaires de plus en plus socialement sélectifs. Face à l'obstacle que représente le recul de la mixité sociale et à l'impératif scientifique de se placer au plan de la compréhension, et non à celui, moral, de la condamnation, pour penser les racines sociales des conflits qui opposent les populations aux institutions, la démarche critique des sciences sociales est nécessaire pour penser

des politiques publiques d'égalité efficaces. Entretien.

Votre ouvrage Jeunesses françaises *(La Découverte, 2015) actualisé en 2022 suit le parcours scolaire d'une vingtaine de jeunes de Seine-Saint-Denis. Pourquoi avez-vous choisi de conduire votre recherche à partir de l'étude ethnographique ?*

L'enquête ethnographique sur le temps long – j'ai suivi ces jeunes pendant près de huit ans – permet de mesurer les effets du passage par l'école dans les trajectoires sociales individuelles et de percevoir sa performativité. Le temps de l'éducation et de l'émancipation dépasse celui des politiques publiques et de la salle de classe. Cela se vérifie d'autant plus lorsqu'il s'agit d'enfants de milieux populaires qui vont mettre plus de temps que d'autres à s'adapter, intégrer les codes et trouver leur place en classe et dans le système scolaire.

Les parcours ne sont pas linéaires, contrairement à notre système en France qui l'est beaucoup et pense très mal les passerelles et les allers-retours, alors que la norme pour ces jeunes est de faire ce type de mouvements. L'ethnographie permet de le saisir. Kader, par exemple, un des jeunes de l'enquête, s'inscrit en LEA anglais chinois à l'université pour devenir entrepreneur commercial, mais il n'obtient pas sa licence. Il peut donc être considéré comme faisant partie de ce bataillon très important de jeunes qui échouent à l'université ; sauf que pendant ces années, il fréquente des jeunes d'autres milieux sociaux et navigue dans l'univers académique, va en bibliothèque, etc. Il rebondit en passant un concours pour devenir conducteur de train. Aujourd'hui, il est cheminot, syndicaliste, bien installé socialement et économiquement. S'il n'était pas passé par le bac général et l'enseignement supérieur, il n'aurait pas suivi ce chemin jusqu'au concours.

Le discours « le bac ne vaut plus rien » est totalement faux. Celles et ceux qui l'ont, mais n'arrivent pas à aller au-delà, entrent certes dans la vie active en exerçant des métiers assez équivalents à ceux de jeunes sans le bac, peu qualifiés, précaires et mal payés, mais quelques années après, ils évoluent plus vite professionnellement, contrairement aux autres qui vont rester coincés dans les mêmes types d'emploi et de salaires. Cela joue aussi pour les masters d'université régulièrement dévalorisés dans les discours. Les étudiants diplômés de master deviennent majoritairement des CSP+. Le temps long est aussi important pour voir comment ces jeunes des milieux populaires arrivent à trouver leur place dans la société, indépendamment de la seule question scolaire.

Quels sont les résultats de votre enquête et que nous dit-elle du rôle de l'école dans le combat pour l'égalité ?

Le problème d'aujourd'hui est qu'il y a de moins en moins de mixité sociale. Le lycée des années 1990 en était un lieu de mixité important, ce qui n'est plus du tout le cas dans les années 2005, 2010, 2020 en raison de la ségrégation urbaine dont les lycées sont le reflet. Pour les jeunes de ces quartiers, l'expérience de l'altérité sociale et la confrontation directe au regard que la société porte sur eux se font dans le supérieur, à l'université, de façon plus tardive. La réciproque vaut tout autant pour les jeunes de milieu plus favorisé, qui ne rencontrent plus ceux des milieux populaires et s'en font une image socialement déformée. Ce qui est amplifié par les discours qui, depuis les émeutes de 2005, ont fait des banlieues populaires un topos politique, un objet stigmatisé et stigmatisant qui contribue à faire et défaire une élection.

Après le bac, les meilleurs étudiants des quartiers populaires font face à un sentiment d'illégitimité, ce qui est d'autant plus violent pour eux qu'ils sont considérés comme des gagnants méritants par leur famille et leurs amis. 1 parent sur 5 des jeunes que j'ai suivis a le bac ce qui est l'inverse de la norme des « 80 % d'une génération » qui l'obtient, un rapport de proportion qui change évidemment puisque ces jeunes sont de plus en plus nombreux à l'acquérir. Le bac reste, dans les milieux populaires, un événement social exceptionnel dont les résultats sont célébrés. Il y a chez les parents, une joie par procuration. Après cette première étape, les étudiants pénètrent d'autres milieux et rencontrent des jeunes beaucoup mieux outillés pour suivre de longues études. En situation de minorité, ils font face à la question du stigmate. La difficulté ne sera pas seulement d'apprendre, mais de se mettre dans un état de sécurité morale pour pouvoir trouver leur place, et apprendre. Plus les filières sont sélectives et élitistes, plus cette dimension plus sociale que scolaire est saillante. Sara, par exemple, qui entre à Science po, a le sentiment très douloureux de tromper tout le monde à tel point – et c'est courant parmi les entrants par les conventions d'éducation prioritaire – qu'elle veut abandonner. L'école a dû mettre en place un système de tutorat pour aider ces jeunes, car l'expérience sociale du désajustement est beaucoup trop forte et en outre plus violente du fait d'un discours politique et médiatique qui s'est durci depuis 2005. Cette question de la légitimité se surajoute à la simple question scolaire.

L'école ne permet donc pas de sortir de sa condition sociale ?

Après ce premier moment difficile où un jeune peut se dire « je vais trahir ma condition, ma classe », ils parviennent à trouver leur place malgré la montée des inégalités, la xénophobie et la violence sociale. Ils font des allers-retours, ce que j'appelle un mouvement de « cheval à bascule », trouvent une forme d'arrangement social en prenant des codes d'univers sociaux différents et se construisent ainsi. La violence de classe du moment initiatique est, à un moment, dépassée. Les inégalités sociales et scolaires subsistent et se renforcent, mais l'école permet cette mobilité sociale, qui explique d'ailleurs pourquoi les quartiers populaires continuent de s'appauvrir depuis trente ans. Une part de cette jeunesse trouve sa place dans les entreprises, la fonction publique, le sport, la culture, le cinéma, la musique – le rap a remplacé la variété et est devenu le genre musical n°1 – ce qui se traduit dans la géographie des territoires qui change. Cette mobilité sociale engendre une mobilité résidentielle. Les diplômés quittent le quartier et sont remplacés par des familles plus précaires. La moitié de celles et ceux que j'ai suivis sont propriétaires huit ans plus tard. Cela dit quelque chose.

Ces jeunes des milieux populaires ont infusé le paysage géographique national. C'est important de le dire, car

il y a une dichotomie entre la réalité ordinaire et le discours qui fait de ces quartiers un emblème des problèmes et une pièce centrale du basculement à l'extrême droite du débat public, faisant de la question de l'immigration le point nodal des enjeux au lieu de traiter avec nuance la question sociale et scolaire.

Les réactions publiques après la mort de Nahel montrent d'ailleurs que ces jeunes ont un accès à l'espace public bien plus important qu'en 2005. Il y avait sur les plateaux TV, aussi, des jeunes issus ses quartiers populaires, diplômés ou reconnus médiatiquement, et en capacité d'articuler un point de vue habité par une expérience directe. Cela n'existait pas autant en 2005 par exemple. C'est aussi un effet de la massification scolaire. Bien évidemment, cela ne doit pas masquer la concentration des problèmes, ce dont témoignent les dernières émeutes urbaines. Beaucoup de jeunes restent sur le carreau.

Quelles sont les responsabilités de la société et des pouvoirs publics et quelles réponses pourraient être apportées en termes de politiques publiques ?

C'est tout le paradoxe du « discours méritocratique » promu par la république d'une émancipation individuelle par l'école qui est au fond très individualiste. La réalité, c'est que cela marche pour une partie et pas du tout pour toute une autre[1]. Et pour celles et ceux qui vont trouver du travail, devenir propriétaires, l'idée de se dire qu'ils ou elles s'en sont sortis « tout seuls » – par ailleurs fausse, car il y a toujours des facteurs collectifs et des rencontres marquantes dans les trajectoires d'ascension – est délétère. Le fait que l'on est moins de mixité sociale crée de la tension également. Les conditions sont de plus en plus difficiles pour celles et ceux qui restent au quartier et qui voient que d'autres réussissent. Ce qui est encore plus humiliant et violent pour eux, car cela les renvoie à leur incapacité personnelle.

Nous payons les coupes franches dans tout ce qui relève au sens large de l'éducatif, du travail social, des structures associatives, des médiateurs de rue et de l'encadrement par des adultes sans qui ceux qui ont réussi n'y seraient pas arrivés. Plus les jeunes sont entourés par des adultes différents, plus ils vont parvenir à trouver leur place. Mais aujourd'hui, ce tissu social est en lambeaux. On a cassé le travail social et le métier d'enseignant dans un contexte où au contraire on en a encore plus besoin parce que ces territoires se vident de ceux qui ont réussi. Dans les classes, on a de plus en plus d'enfants en difficulté. Cette « poudrière »[2] est le résultat de ce qui marche à peu près, mais dans un contexte où on a de moins en moins de moyens financiers et surtout humains.

La seule option est de continuer à mettre toujours plus de moyens si l'on veut avoir des résultats puisque ces lieux sont de plus en plus paupérisés. Il n'y a pas d'autres solutions face à cette concentration presque mécanique des difficultés. Les deux autres scénarii possibles sont peu réalistes. Forcer les plus aisés à venir vivre dans les quartiers populaires paraît compliqué. Obliger des quartiers plus riches à accueillir plus de personnes en difficulté sociale pour répartir la population au sein des territoires le semble tout autant. Certaines municipalités préfèrent payer des amendes plutôt que de respecter la loi qui impose un quota de logement social[3].

On dit qu'on a beaucoup dépensé pour ces quartiers. C'est vrai et faux à la fois, car les politiques financées ont pour beaucoup été des politiques de rattrapage. Plusieurs rapports de la Cour des comptes montrent qu'un jeune de milieu favorisé coûte beaucoup plus cher à l'État qu'un jeune de milieu populaire[4]. Si l'on se place dans une logique d'équité, d'aider ceux qui ont le moins, ces personnes étant regroupées dans les mêmes lieux,

le compte n'y est pas. Cette problématique doit être posée collectivement si on veut vraiment vivre ensemble et se connaître malgré les différences de milieu social.

Si le personnel politique est déconnecté de ces réalités, c'est aussi en raison de l'endogamie de la socialisation des élites. Elles connaissent de moins en moins de personnes venant de milieu social différent parce qu'elles ne les ont pas fréquentées à l'école ou pendant leurs études.

Malmenées ces dernières années, les sciences sociales devraient-elles davantage irriguer les décisions et l'élaboration des politiques publiques ?

Il suffit de regarder la place faite aux sciences sociales dans le cursus d'enseignement général. Elles ne sont pas considérées comme des savoirs obligatoires. Il est pourtant nécessaire d'en faire dès l'adolescence pour forger son esprit critique et prendre de la distance à l'égard de sa condition. Avec la réforme du lycée, la filière SES (sciences économiques et sociales), la seule formant des jeunes aux sciences sociales, a été entièrement démantelée dans une logique très libérale qui domine toute la réforme des programmes scolaires. On soupçonne par ailleurs qu'en mettant en œuvre des logiques de compréhension, on excuse des faits sociaux. « Comprendre c'est excuser », telle est la nouvelle tarte à la crème des réactionnaires. Cela relève d'une méconnaissance crasse de ce que sont les sciences sociales, à savoir, se donner le temps de faire des enquêtes pour essayer de comprendre des phénomènes que l'on juge en permanence, ce qui par ailleurs est normal en tant que citoyen. Mais le danger est de tomber dans un régime d'opinion permanent. L'état du débat actuel, par exemple sur l'« islamogauchisme » rend compte de la formation des élites politiques et de celles et ceux qui ont majoritairement accès à l'espace public quand la logique de compréhension du monde social est remplacée par du *benchmarking*[5]. En 2021, la ministre de l'Enseignement supérieur a tenu des propos littéralement délirants sur ce qui n'est ni un courant de pensée ni n'a de valeur scientifique. Ses déclarations traduisent son ignorance des travaux sur l'islam et l'islamisme, deux choses par ailleurs différentes. L'épistémologie, les méthodes et outils des sciences sociales sont pourtant essentiels à l'élaboration politique. L'histoire nous le montre. Si l'on passe dans le régime de l'opinion, les décisions se prendront sur la base de faits qui ne sont ni établis, ni critiqués, ni problématisés.

Le gouvernement actuel préfère d'ailleurs faire appel au cabinet de conseil McKinsey pour définir les réformes scolaires plutôt que de mobiliser les savoirs critiques accumulés par les professionnel•les de l'éducation nationale ou les chercheurs et chercheuses. L'explication tient à ce qu'il s'agit effectivement de savoirs critiques qui remettent constamment en cause l'ordre social, pas par projet idéologique mais parce que c'est le fond de l'affaire que de comprendre en quoi l'ordre est ordre, ce que ne semblent pas supporter les tenants du pouvoir d'État et ceux qui construisent et instrumentalisent le débat d'opinion aujourd'hui en France.

Lors des événements qui ont suivi la mort de Nahel tué par un policier, des

institutions de la république, des établissements scolaires ont été ciblés. Comment l'analyser ?

Il faut être nuancé sur cette question. Premier point, ces jeunes garçons qui sont sortis la nuit – les filles étant quasiment absentes – sont une minorité. Deuxièmement, ils se sont tous construits dans des interactions problématiques et répétées avec la police. L'identification à Nahel est très forte. Les confrontations avec la police se surajoutent aux difficultés à l'école et à ses violences institutionnelles pour ceux qui sont au bas des classements scolaires. Ces jeunes s'attaquent aussi d'abord à ce qu'il y a en bas de chez eux, mais cette présence institutionnelle, c'est aussi le peu de patrimoine collectif qu'il reste. En l'occurrence, le service public, ce qui aggrave la situation de façon dramatique et alimente, on l'a vu, le capital sympathie pour l'extrême droite et le retour de l'autorité, avec la thématique réactionnaire de l'ingratitude. Dans le cas de Nahel, si le mensonge policier a explosé au visage de toute la nation, cette séquence a rapidement été suivie par celle des nuits de violence et de propos tels que « mais ce sont des sauvages ».

Cette réaction de rage viscérale adolescente et d'exhalation où l'on croit renverser le monde adulte et l'autorité autoritaire ne doit pas non plus être surinterprétée. Les plus âgés ne sont pas sortis, même s'ils ont cette même colère au fond du cœur. Les émeutiers de 2005 que je continue de suivre sont aujourd'hui dans la société, travaillent, sont mariés, etc. Ceux de l'été 2023 veulent aussi appartenir à la société française, capitaliste de surcroit, ce que disent d'ailleurs les pillages de magasins. Les grands n'y sont pas allés et n'excusent pas, mais comprennent, car ils ont vécu les mêmes discriminations et font le constat que rien ne change. Cet excès de violence est le contrecoup de la violence sociale que ces très jeunes vivent.

Face à un discours réactionnaire qui enferme les personnes dans des catégories et des identités, et montre toute sa difficulté à penser la différence et l'altérité comme une richesse, quelles sont vos préconisations ?

Lorsque l'on se situe dans une posture éducative et de transmission, cela consiste à partir des coordonnées sociales des personnes dont on a la charge ou avec lesquelles on fait un bout de chemin pour amorcer un dialogue, entrer dans une relation réelle d'intermédiation. C'est l'inverse des discours simplificateurs appelant au retour de l'autorité. On a vu cette même absence de considération avec les Gilets jaunes où le gouvernement n'a pas compris l'importance du carburant pour des personnes tenues de prendre la voiture parce qu'il n'a pas considéré leur manière d'habiter l'espace social. C'est d'une violence et d'une inefficience extrêmes. Sans ce minimum de considération, on ne peut être que dans la verticalité et l'imposition. L'exigence première d'une toute autre politique publique serait de partir des coordonnées sociales des personnes devant en bénéficier pour se décentrer et évaluer la réalité des besoins. La fin de la police de proximité signe aussi l'absence de politique de considération. La loi ne peut se faire respecter en suspectant génériquement tout le monde d'être hors-la-loi. Cela traduit à l'inverse une déconsidération totale. Si un jeune a une capuche, il est coupable potentiel, ce qui est ridicule et crée des générations de gamins avec la rage au ventre parce qu'ils

sont sans arrêt contrôlés et accusés à tort. Cela ne signifiant par ailleurs pas qu'il n'y a pas de problème de délinquance juvénile.

De nouveaux concepts permettent de décrire et penser la réalité des discriminations et de lutter contre, mais ils font débat. Les récents événements renvoient à la question du « racisme systémique ». Qu'en pensez-vous ?

Dans le contexte de la France, le concept de racisme institutionnel est peut-être plus intéressant que celui de racisme systémique, surtout dans les professions où le racisme existe de manière historique comme dans la police. Dès que l'on parle de racisme, on pose une catégorie morale infamante sur la personne raciste et personne ne veut être qualifié de raciste, y compris les personnalités les plus réactionnaires et xénophobes. Parler de racisme institutionnel, c'est par contre dire que certaines pratiques permises par des institutions, des structures et des représentations sociales et collectives favorisent l'expression de discours ou de pratiques racistes, souvent de manière latente. Cela permet de travailler dans une approche plus fine notamment sur la formation en pointant non pas des personnes, mais des manières de penser ou de poser les problèmes qui sont racistes – ce qui n'est pas tout à fait pareil. On commence maintenant par exemple à beaucoup plus accepter collectivement cette manière de voir les choses face au sexisme et au machisme dans les rapports hommes-femmes. Le mouvement MeToo a bien montré qu'il y a des manières de penser, de structurer les interactions qui sont virilistes et favorisent les violences envers les femmes.

La notion de racisme systémique peut laisser penser que tout le monde, « le système » est raciste. Cela me paraît moins opérant. La plupart des personnes qui ont des comportements racistes ne se perçoivent pas comme tel. Ils sont aux prises avec des représentations et des structures qui le sont. La police britannique dès 1981 s'est mise à penser en termes de racisme institutionnel – terme qu'elle a reconnu et utilisée professionnellement – et à modifier sa manière de recruter et de former. La police française n'a pas fait ce travail. Pourtant, les chercheur•e•s qui enquêtent sur la police ont tous traité cette question des structures et des représentations du monde racistes qui perdurent, même si cela change très lentement[6]. Cela reste mal accepté en France comme si reconnaître le racisme institutionnel était un aveu d'échec. Il est temps de regarder la réalité en face.

Pour aller plus loin :

- Fabien Truong, *Jeunesses françaises. Bac + 5 made in banlieue*, La Découverte, 2015, 2022.
- F. Truong, *Loyautés radicales*, La Découverte, 2017.
- F. Truong, *Des capuches et des hommes*, Buchet-Chastel, 2013.

Notes de bas de page :

[1] « Les milieux populaires largement sous-représentés dans l'enseignement supérieur », Observatoire des inégalités, 27/09/2021.

[2] Violaine Morin, « Mort de Nahel : pour Philippe Rio, maire de Grigny, "la réalité est que l'on vit sur une poudrière" », Le Monde, 29/06/2023 ; Marie Guibal, « "Ça fait longtemps qu'on est assis sur une poudrière" : le regard croisé de deux acteurs du social à La Source, après les émeutes à Orléans », La république du centre, 02/07/2023.

[3] « Bilan SRU 2020 : 1 100 communes en déficit de logement social », voir « L'article 55 de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), mode d'emploi », 23/08/2021.

[4] Voir aussi « Panorama des inégalités scolaires d'origine territoriale dans les collèges d'Île-de-France, Dossier de synthèse », Cnesco, 2018.

[5] Outil de marketing enseigné dans les écoles de commerce, d'où sont issues pour une grande part les élites.

[6] « Il n'y a pas de doute sur le fait qu'il existe en France une discrimination policière sur une base ethnique. C'est un problème systémique, désormais dénoncé par le Défenseur des droits. Ces comportements discriminatoires sont "endémiques", c'est-à-dire qu'on les trouve systématiquement dans tous les endroits où nous avons réalisé des études, même si ces phénomènes ne concernent pas tous les agents de police. », Sebastian Roché, politologue, directeur de recherche au CNRS, Compte rendu de la table-ronde organisée à l'Assemblée nationale par la Mission d'information sur l'émergence et l'évolution des différentes formes de racisme et les réponses à y apporter, le 9 juillet 2020.

Pour citer cet article :

Entretien avec Fabien Truong, "Inégalités territoriales et trajectoires scolaires de jeunes des quartiers populaires". Silomag 17, septembre 2023.
URL: https://silogora.org/inegalites-territoriales-et-trajectoires-scolaires-de-jeunes-des-quartiers-populaires/